

DÉMISSION DE NICOLAS HULOT : CE QU'EN PENSENT LES SYNDICATS DU MINISTÈRE



ROMUALD MEIGNEUX/SIPA

Les syndicats représentatifs des agents du ministère de la Transition écologique et solidaire ont regretté le départ de leur ministre, Nicolas Hulot, mardi 28 août. Ils espèrent désormais un revirement total de la conduite du ministère et des moyens qui lui sont accordés. L'occasion de critiquer la politique gouvernementale actuelle.

La démission du ministre de la Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot, mardi 28 août, n'a pas suscité de commentaires qu'au sein de la seule sphère politico-médiatique. Bien au contraire. Les organisations syndicales représentatives des agents du ministère ont en effet tenu à réagir à cette annonce, certaines de manière virulente à l'égard du gouvernement et d'autres plus mesurément.

C'était « *la seule issue possible* », a notamment indiqué le Syndicat national de l'environnement de la FSU (SNE-FSU). Si la nomination de Nicolas Hulot en mai 2017 « *avait fait naître chez les personnels du service public de l'environnement comme pour une grande part de la population un espoir* », ajoute l'organisation, « *depuis 16 mois, les arbitrages rendus par le Premier ministre n'ont laissé que peu de place à une politique environnementale répondant aux enjeux qui nous attendent* » [\[cliquez ici pour consulter notre article : « Entre petites avancées et grosses déconvenues, le bilan du ministre Hulot »\]](#).

« **Mal-être** » des agents

Cette démission « *sonne comme un avertissement au gouvernement* », a pour sa part réagi Dominique Vincent, secrétaire général adjoint de l'Union fédérale CFDT de l'environnement, des

territoires, des autoroutes et de la mer (UFETAM-CFDT), selon lequel les explications de Nicolas Hulot au micro de France Inter ce 28 août [\[cliquez ici pour visionner son interview\]](#) sont « *une parfaite illustration de ce que les agents de nos ministères ressentent : l'impression de ne pas être écoutés, un dialogue social en berne, l'absence d'une véritable politique de l'environnement, la soumission aux lobbies* ».

Un constat également partagé par Solidaires Développement durable pour qui les arbitrages « *auront eu raison de cet homme de la société civile face à un gouvernement ultra libéral pour qui la planète peut attendre* » et par l'Unsa Développement durable selon qui les « *femmes et les hommes* » du ministère « *comprendront aisément la frustration de leur ministre qui, au fil des jours, est allé d'arbitrages perdus en abandons programmés de missions* ». Et cette dernière de regretter que Nicolas « *n'ait pas trouvé d'autre solution que l'annonce de sa démission face notamment à la maltraitance infligée* », aux agents de son ministère.

Austérité budgétaire critiquée

En filigrane des critiques des représentants du personnel du ministère, bien entendu : l'austérité budgétaire qui, selon la Fédération FO de l'équipement, de l'environnement, des transports et des services (FEETS-FO) « *rend inopérante toute politique en matière d'aménagement, de transport, d'environnement* ».

Un contexte qui selon eux pourrait encore s'aggraver avec la présentation prochaine du projet de loi de finances pour 2019 et le programme de réforme des politiques publiques intitulé Action publique 2022. « *On ne peut qu'être perplexe et inquiet pour l'avenir* », juge Jean-Jacques Huet secrétaire général de Solidaires Industrie et développement durable qui craint notamment des abandons de missions.

« *Ce ministère est de ceux qui subissent le plus grand nombre de suppressions d'emplois et le projet AP 2022 risque d'opérer des restructurations et démantèlements d'activités d'une rare violence sociale* », ajoute FEETS-FO. Pour rappel, cette année, le ministère de la Transition écologique et solidaire a perdu 828 équivalents temps plein (ETP). L'année prochaine, le gouvernement prévoit la suppression d'environ 4 500 postes dans la fonction publique d'Etat mais dont le détail n'est pas encore connu [\[cliquez ici pour consulter notre article « Suppression de postes : l'exécutif diffère le gros des efforts »\]](#).

Successeur attendu de pied ferme

Quoiqu'il en soit, le ou la successeur(e) est déjà particulièrement attendu par les organisations syndicales du ministère. « *Les grands discours mobilisateurs pour la sauvegarde de notre planète ne suffisent plus [...] Il n'y aura plus d'écologie sans moyen supplémentaire* », explique le SNE-FSU. La Fédération CGT de l'équipement et de l'environnement (FNEE-CGT) entend quant à elle « *faire valoir les investissements nécessaires aux femmes et aux hommes assurant des missions essentielles* ».

L'UFETAM-CFDT met de son côté en garde le gouvernement de manière assez virulente : « *Sans un renversement total de la conduite de ce ministère et des moyens qui lui sont octroyés pour parvenir à une vraie révolution écologique, la valse de ses ministres se poursuivra et ne s'arrêtera pas, sauf à nommer un pantin sans conviction qui se contentera de hocher la tête* ».

Au total, treize ministres se sont succédé à l'écologie en 20 ans. Nicolas Hulot ne sera resté en poste qu'un peu plus de quinze mois. En cinq ans, François Hollande avait lui « usé » quatre ministres à ce poste et Nicolas Sarkozy trois.

PAR BASTIEN SCORDIA